

Le gouvernement va lancer un plan de riposte économique

DÉNOMMÉ " Plan de stabilisation et de relance de l'économie ", il sera soumis dans quelques semaines au président de la République, Ali Bongo Ondimba. Son objectif : éviter une récession en proposant des pistes de relance, avec l'appui des traditionnels partenaires économiques et financiers.

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

AVEC la récession économique mondiale qui s'annonce, conjuguée à la chute vertigineuse des cours du pétrole, les jours s'annoncent sombres pour l'économie gabonaise.

Alors que le pays devait renouer avec un taux de croissance de l'ordre de 3,8% en 2020, les estimations actuelles tablent sur un chiffre en dessous de 0. Un scénario catastrophe qui recommande immédiatement d'adopter un plan d'urgence, afin d'éviter le pire.

C'est dans ce contexte que le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, a annoncé, lundi, lors du bilan d'étape sur le Covid-19, que le gouvernement va lancer un Plan de riposte économique appuyé par ses traditionnels partenaires techniques et financiers.

" La crise économique consécutive à cette pandémie de Covid-19 affecte indifféremment tous les pays, fussent-ils avancés, à revenu intermédiaire comme le Gabon ou à faible revenu. Alors que notre pays devrait renouer avec une croissance de l'ordre de 3,8% cette année, au prix de douloureux sacrifices et des réformes courageuses, cette crise va anéantir tous nos efforts antérieurs et induire une croissance réelle proche de zéro. (...) Le besoin de financement est tel que l'aide d'urgence et l'ajustement interne seront largement insuffisants ", a indiqué le chef du gouvernement. Selon la Primature, la baisse drastique des recettes sera telle que le gouvernement sera amené à revoir ses priorités et effectuer des arbitrages, pour répondre à l'urgence sanitaire et assurer l'accompagnement économique et social des entreprises et des populations. C'est dans cette optique que le

Fonds monétaire international (FMI) a approuvé, a rappelé le Premier ministre, un décaissement de 147 millions de dollars (88 milliards de francs) pour le Gabon au titre de l'Instrument de financement rapide (IFR), pour faire face à la pandémie de Covid-19.

" Il s'agit de saisir l'occasion de cette crise pour repenser le modèle de croissance de notre économie. Cette nouvelle crise a dévoilé la forte dépendance de notre économie vis-à-vis du pétrole, malgré les efforts de diversification entrepris au cours de la dernière décennie, ainsi que la vulnérabilité de notre pays sur le plan de la sécurité alimentaire ", a souligné le Premier ministre. Ce Plan de stabilisation et de relance de l'économie sera soumis, dans quelques semaines, au président de la République, Ali Bongo Ondimba.



Photo: DRI/L'Union

Le gouvernement lors d'un ancien conseil interministériel.

Dettes extérieures : le Gabon plaide pour une annulation totale

MSM
Libreville/Gabon

MALGRÉ son statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, le Gabon, comme d'autres pays du continent, est favorable et plaide pour une annulation de la dette des pays africains, sans distinction de catégorie. Selon le Premier ministre, les conséquences économiques de la pandémie de Covid-19 sont désastreuses, quel que soit le pays, et invite les bailleurs de fonds à une profonde réflexion.

" L'annulation pure et simple des échéances de dette par les partenaires bilatéraux et multilatéraux serait une bouffée d'oxygène significative pour amortir le choc de cette crise et assurer la relance

de l'économie. C'est pourquoi le Gabon salue l'initiative des pays du G20 qui ont consenti aux pays à faible revenu un moratoire sur les remboursements de prêts gouvernementaux bilatéraux. Mais cette initiative est insuffisante. Elle reproduit les traitements classiques de report ou de rééchelonnement de la dette qui ont, par le passé, conduit vers une impasse ", a souligné le Premier ministre.

Selon les derniers chiffres de la Direction générale de la dette, en 2019, l'encours de la dette publique du Gabon a enregistré une hausse (+1,6%), pour se situer à 5346,5 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique par la hausse du stock de la dette extérieure (+3,5% / 3875 milliards de francs), malgré la baisse de



Emmanuel Berre, directeur général de la Dette.

l'encours intérieur de 3 %. L'augmentation du stock de la dette extérieure est liée à l'accroissement de l'encours de la dette multilatérale (+15,2%) à fin décembre 2019.

La baisse de la dette intérieure, quant à elle, provient du repli de toutes les composantes, excepté le marché financier régional (+39,4%).

Relance économique : le soutien du FMI

MSM
Libreville/Gabon

DANS son initiative de lancer un plan de sauvetage de l'économie gabonaise, le gouvernement peut, d'ores et déjà, compter sur l'appui du FMI. En effet, malgré l'arrivée à échéance, en juin prochain, de l'appui financier des bailleurs de fonds dans le cadre du Plan de relance économique (PRE), le Fonds monétaire international a annoncé sa disponibilité à accompagner le Gabon – si le pays en faisait la demande – dans un nouveau plan d'appui budgétaire. " Pour faire face aux chocs actuels, le gouvernement gabonais est en train de prendre des mesures pour dégager des marges de manœuvre budgétaires. Mais cela ne suffira pas. L'aide des partenaires au développement sera critique. Pour sa part, le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé, le 9 avril 2020, une aide financière d'environ 88 milliards de FCFA pour le Gabon au titre de l'Instrument de financement rapide



Photo: DRI/L'Union

Les administrateurs du Fonds lors d'une réunion consacrée au Gabon en 2017.

(IFR). Ces ressources devraient aider le pays à répondre aux besoins urgents de financement qui découlent de la pandémie de Covid-19 et des chocs sur les termes de l'échange. En ce qui concerne le programme en cours, il expire à la mi-juin 2020. Comme par le passé, le Fonds se tient toujours prêt à accompagner les autorités gabonaises, si elles le souhaitent, dans leurs efforts de réformes économiques pour une croissance plus forte et plus inclusive ", avait indiqué le chef de mission du FMI pour le Gabon, Boileau Loko.